

Pénurie du carburant (page 3)

A quand une solution durable ?



La difficulté d'approvisionnement en carburant observable au Burundi depuis quelques jours bouscule déjà la mobilité des biens et des personnes.

ECONOMIE



Stagflation

Le Burundi en mode stagflation
(page 3)

ECONOMIE



Banane

Le bananier génère 70% des recettes communales
(page 5)

SOCIETE



Message de la haine

Il faut une vérité où tout le monde se retrouve
(page 5)



La Mairie de Bujumbura rappelle à tout contribuable propriétaire de parcelle sise dans la ville de Bujumbura et celui qui exerce une activité commerciale, artisanale, industrielle et profession libérale que la période légale de déclaration et de paiement des impôts et taxes débute le 02 Janvier 2023 et se clôturera le 30 mars 2023.

Plus de détails à la page 2

Editorial Chemin de croix



Mélance Maniragaba,
Rédacteur en chef adjoint.

des personnes de bonne foi pour faire face aux pénuries répétitives du carburant. Ce n'est pas pour s'éterniser sur les annonces faites, surtout que stabiliser l'approvisionnement en carburant peut dépendre de moult conditions, mais c'est pour regretter les déconvenues qui découlent de la sécheresse des stations-service.

Actuellement, le carburant de type « essence » devient rare ou plutôt introuvable. Ce qui perturbe l'activité économique. A Bujumbura, la capitale économique, se déplacer devient un casse-tête. Les propriétaires des véhicules qui consomment

le carburant de type « essence » se rabattent sur les véhicules consommant le carburant de type « mazout ». Ce qui en augmente la demande.

Pour ne pas perdre trop de temps sur les files d'attente, certains de ceux qui empruntent le transport en commun préfèrent la marche à pied, pliant le pouce vers les véhicules qui roulent encore espérant diminuer la distance à parcourir et, partant, la fatigue.

Le mouvement peut se faire pendant un ou deux jours. Tenir n'est pas une chose facile. Si la fatigue perdure, il est parfois difficile de se réveiller.

Par ailleurs, les retards récurrents des employés au lieu de travail peuvent être incompris par l'employeur, car ne figurant pas dans les termes du contrat. Cela sans oublier que travailler avec stress ou sous pression en pensant comment arriver à la maison ou retourner au boulot est source de mauvais rendement. Voilà le chemin de croix, comparable au pénible parcours qu'empruntent les Chrétiens de Jésus-Christ.

Celui-ci a porté une lourde croix sur lequel il a été crucifié. Il est tombé à maintes reprises avant d'arriver sur le lieu d'exécution.

Normalement cette punition était réservée aux esclaves ou aux personnes qui ne portaient pas le statut de Rome. Le citoyen lambda ne devrait pas faire le chemin de croix à cause de la carence du carburant. Le stock stratégique carburant devrait constituer une option pour alléger les peines du citoyen. Nous avons insisté sur les difficultés de déplacement et mis de côté l'impact de la pénurie du carburant sur l'augmentation des prix des autres produits. Ce qui occasionnera la cherté de la vie et, partant, le renforcement des difficultés endurées.

Les annonces sur la disponibilité du carburant ne cessent de tomber des autorités habilitées et



COMMUNIQUE



La Mairie de Bujumbura rappelle à tout contribuable propriétaire de parcelle sise dans la ville de Bujumbura et celui qui exerce une activité commerciale, artisanale, industrielle et profession libérale que la période légale de déclaration et de paiement des impôts et taxes débute le 02 Janvier 2023 et se clôturera le 30 mars 2023. Le formulaire de déclaration peut être retiré et déposé tous les jours ouvrables de 7h30 à 17h30 à l'Hôtel de Ville sis à l'avenue de l'Université n°1.

Les documents exigés pour les nouveaux contribuables :

1. Une copie de la carte nationale d'identité, 1 photo passeport pour les personnes physiques et pour la succession, l'Acte de notoriété;
2. les copies du registre de commerce, des statuts, du NIF pour les sociétés commerciales privées;
3. les copies du décret et du NIF pour les sociétés commerciales publiques;
4. Une copie de l'ordonnance d'agrément et le NIF pour les ASBL;

Pour les contribuables déjà enregistrés :

Le numéro d'identification du contribuable (NIC) et PPV pour l'impôt foncier et le numéro d'identification du contribuable (NIC) et l'AS pour les taxes.

La Mairie de Bujumbura prie toute personne qui entend/lit le présent communiqué d'en faire une large diffusion. Elle profite de l'occasion pour souhaiter à ses contribuables les meilleurs vœux du nouvel an.

Bien positionner le courtier en assurances pour doubler le chiffre d'affaires en 2026

La deuxième conférence régionale organisée par l'Insurance Brokers Association of Burundi (IBAB) se tient à Bujumbura ce vendredi 17 février 2023 sous le thème : « Le rôle et la place du courtier dans le futur de l'assurance au Burundi ».

Jean Paul Roux, consultant international ASCOMA Burundi et chargé des programmes de la conférence explique que l'objectif de ladite conférence est de donner un nouvel élan au secteur de l'assurance. Cela en positionnant le courtier comme un acteur majeur afin de doubler le chiffre d'affaires à l'horizon 2026.

Les assureurs et les courtiers du Burundi, les experts du secteur des assurances de la Communauté Est Africaine (CEA), les banques et les réassureurs enrichissent leurs connaissances sur les stratégies à adopter en vue d'améliorer leurs activités et leurs engagements envers les clients.

Cancer au Burundi : 1427 cas enregistrés en deux ans et demi

A l'occasion de la célébration de la journée internationale dédiée à la lutte contre le cancer, le ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida (MSPLS) a organisé les séances de sensibilisation à la lutte contre cette maladie le 14 février. Par la suite, les délégations du ministère, de l'OMS et de l'hôpital CMCK qui accueille et prend en charge les patients atteints du cancer ont évalué l'état des lieux du service de prise en charge de cette maladie. Après 2 ans et demi que le service a été créé à l'hôpital CMCK, 1427 cas de cancer ont été enregistrés. 465 patients ont déjà été pris en charge dont 395 adultes.

Selon les statistiques dévoilées par l'hôpital CMCK, 75% des patients pris en charge sont des enfants. Les femmes constituent aussi une cible privilégiée du cancer. Plus de 40% des cas observés chez les adultes sont des cancers du sein. Les professionnels de santé ont indiqué que beaucoup de malades arrivent à l'hôpital quand le cancer a déjà atteint un stade avancé. Jean de Dieu Nziyumvira, DG de l'hôpital CMCK a demandé au gouvernement et à l'OMS d'apporter leur contribution pour faciliter la prise en charge des malades.

Le Président de la République du Burundi participe au 36^{ème} Sommet Ordinaire des Chefs d'Etats de l'Union Africaine

Le Président de la République du Burundi s'est rendu ce mercredi 15 février 2023 en République Démocratique Fédérale d'Ethiopie. Durant son séjour dans la capitale éthiopienne, Evariste Ndayishimiye aura un agenda chargé. Il va prendre part au 36^{ème} Sommet Ordinaire des Chefs d'Etat de l'Union Africaine qui se tiendra du 18 au 19 février au siège de cette organisation à Addis-Abeba.

Le Chef de l'Etat burundais participera également à différentes rencontres dont la première Assemblée de la jeunesse de l'Union Africaine qui aura lieu le 16 février où il fait figure d'invité d'honneur.

BurundiEco
Média économique et social

C. d'Uvira à 400m de l'ex-BINUB dans les enceintes de Hope Design

Référence CNC : 100/CNC/236/2012

Parution le vendredi

Tirage : 3000 exemplaires

Directeur de publication et

Rédacteur en chef :

Benjamin Kuriyo

Rédacteur en chef adjoint:

Mélance Maniragaba

Service commercial :

+257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 16 Février 2023

Sources : BRB/www.brb.bi et divers

Monnaies étrangères	Marché officiel		Marché parallèle	
	Acheteur	Vendeur	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2054	2088	3630	3680
Euro	2199	2235	3850	3900
Shi. Kenyan	16,3676	16,6316	26	26,5
Shi. Tanzanien	0,8786	0,8927	1,2	1,25
Shi. Ougandais	0,5603	0,5694	0,7	0,8
Fr Rwandais	1,8922	1,9227	3	3,06

Pénurie du carburant : la mobilité encore mise à mal

La pénurie du carburant a encore frappé depuis le début du mois de février. L'essence est le plus concerné. Les activités économiques sont au ralenti. Un reporter de Burundi Eco a fait un tour dans la ville de Bujumbura pour s'enquérir de la situation qui prévaut



La difficulté d'approvisionnement en carburant observable au Burundi depuis quelques jours bouscule déjà la mobilité des biens et des personnes.

Le secteur de transport est encore touché par la pénurie du carburant. Les répercussions sont médiates sur les activités économiques. La difficulté d'approvisionnement en carburant observable au Burundi depuis quelques jours bouscule déjà la mobilité des biens et des personnes. Les prix des tickets de voyage ont de nouveau flambé après un intervalle de stabilité relative. Dans la ville de Bujumbura, le prix du ticket qu'il faut payer en se déplaçant dans un taxi a fortement augmenté. « J'avais besoin d'un taxi pour faire le trajet Kinanira-Mutakura et j'ai été obligé de payer 17 000 FBu », se lamente un habitant du quartier Mutakura dans le Nord de la capitale économique Bujumbura. Ce trajet coûte au maximum 10 000 FBu quand le secteur de transport ne connaît pas de difficultés.

Pour M.K, un taximan de Bwiza qui n'a pas voulu que son nom soit dévoilé, la hausse des prix du ticket de transport est compréhensible pendant la période où le secteur du transport est confronté à la pénurie du carburant. « Nous sommes obligés de revoir à la hausse les prix du ticket de transport, car nous devons payer un versement journalier au patron. Or, on est parfois condamné à travailler à temps partiel ou à s'approvisionner à un prix spéculatif », explique-t-il. A longueur de journées, de longues

files d'attente se font remarquer devant les différentes stations-services de la municipalité de Bujumbura.

La mobilité entre la capitale économique et l'intérieur du pays également atteint

Les frais de transport pour les

trajets relativement longs, comme celui reliant la capitale économique et les chefs-lieux des provinces ont également brillé par leur hausse. Nous avons rencontré les chauffeurs des petits bus opérant entre l'intérieur du pays et la capitale économique qui nous ont fait savoir que les frais de déplacement entre les villes de Bujumbura et Gitega auparavant fixés à 10000 FBu sont

aujourd'hui passés à 13 000 FBu. Le prix du ticket entre Bujumbura et Muramvya qui ne dépassait pas habituellement 4500 FBu a rebondi à 6000 FBu. Ces chauffeurs qui, naturellement, se conforment peu au tarif officiel en fixant les prix du ticket de transport affirment également que le prix du transport des bagages doit aussi être revu à la hausse. Ce qui influe directement

sur la hausse des prix des biens sur le marché.

Le Burundi baigne toujours dans des difficultés sans limite causées par la pénurie du carburant. Ce problème est apparemment resté sans solution durable durant plusieurs mois.

Jonathan Ndikumana

ECONOMIE

Le Burundi en mode stagflation

Les Burundais font face à la stagflation, estime Faustin Ndikumana, directeur national de l'Ong PARCEM lors d'une conférence de presse qu'il a animée sur la problématique de chômage et l'inflation



Faustin Ndikumana estime que les Burundais font face à l'inflation et au chômage.

Ce mercredi le 15 février 2023, l'organisation dénommée Parole et Action pour le Réveil des Consciences et le Changement des Mentalités (PARCEM) a effectué une série de descentes d'investigation à l'intérieur du pays pour s'enquérir de la situation du chômage et de l'inflation au Burundi. « Nous avons constaté que le Burundi vit une situation où trois mauvais phénomènes de l'économie coexistent : le chômage, l'inflation des biens et services ainsi que la baisse de l'activité économique. Ce que l'on appelle stagflation », fait savoir Faustin Ndikumana, directeur national de l'Ong PARCEM.

Pour M. Ndikumana, en milieu urbain, il y a un problème d'éducation où le niveau de formation des jeunes diplômés des universités chute progressivement. En conséquence, les jeunes en quête d'emploi ne sont plus compétitifs sur le marché du travail. En plus de cela, l'Etat ne travaille plus à embaucher en suffisance dans les secteurs clés comme l'enseignement. Il y a un besoin immense d'enseignants alors qu'il y a beaucoup de jeunes chômeurs

qualifiés. Malheureusement, même le secteur privé reste très faible avec un taux de salarisation de moins de 10 %. L'industrialisation supposée être pourvoyeuse d'emplois est encore au stade embryonnaire. Les initiatives d'autopromotion se heurtent à des problèmes fondamentaux comme le faible pouvoir d'achat de la population burundaise. En conséquence, on ne peut pas initier une action d'autopromotion sans qu'il y ait une demande suffisante. La jeunesse a une faible capacité de financement, car une seule banque des jeunes ne peut pas subvenir à leurs besoins

en matière de financement des activités d'autopromotion.

Le monde rural va mal

Selon M. Ndikumana, en milieu rural, le secteur agricole fait figure de métier de refuge mais il y a des problèmes de terres cultivables. En moyenne, un ménage exploite moins de 0,5 hectare et 30% des ménages n'ont pas de terres à cultiver. « Si une famille exploite son lopin de terre dans un mois seulement, quel revenu permettra au chef de cette famille de subvenir aux besoins du ménage ? », se

demande M. Ndikumana. Pour y remédier, il faut exercer des métiers alternatifs comme la maçonnerie, la menuiserie, la coiffure, le commerce ambulancier, le taxi-vélo, etc.

Des métiers pareils sont fréquents dans les villes parce que c'est là où on trouve le marché. Par ailleurs, 80% de la circulation monétaire se fait à Bujumbura. En conséquence, on ne peut pas arrêter l'exode rural, car les gens quittent la campagne pour chercher une vie meilleure en ville. Malheureusement, la ville de Bujumbura n'est plus un milieu capable d'absorber toute cette main-

d'œuvre. Raison pour laquelle, un bon nombre de jeunes franchissent les frontières pour aller exercer les petits métiers à l'étranger.

Quelles sont les solutions envisageables ?

M. Ndikumana propose quelques solutions. Si on veut réellement résoudre le problème de chômage, le gouvernement doit se sentir concerné au premier degré. D'abord, il doit améliorer le niveau d'éducation et de formation. Il faut améliorer l'environnement des affaires et protéger les investissements par plus de justice et la garantie de la concurrence. Il faut construire des infrastructures publiques comme les routes, car ces initiatives nécessitent beaucoup de main-d'œuvre.

Le gouvernement doit recruter le personnel nécessaire dans l'éducation et la santé. Il faut limiter les tracasseries administratives. Il faut une électricité suffisante pour éclairer toutes les voies publiques tout en garantissant la sécurité en vue de travailler 24h/24. Le Burundi devrait redynamiser le conseil économique et social pour l'aider à réfléchir sur les problèmes à fond car, en économie, il ne faut jamais prendre des mesures précipitées. Celles-ci doivent être objectives. En plus de cela, il ne faut sous-estimer aucun métier si petit soit-il, car il fait vivre des familles.

Gilbert Nkurunziza

Le PNUD-Burundi accorde un don d'équipements d'environ 6 milliards de Fbu au gouvernement

Le ministère ayant la santé dans ses attributions a réceptionné un don d'équipements médical, informatique et roulant offert par le PNUD-Burundi à travers le Fonds Mondial de Lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme. Il est d'une valeur qui avoisine 6 milliards de Fbu. Ces équipements ont été achetés sous le financement du Fonds Mondial de Lutte contre le Sida, le Paludisme et la Tuberculose. Les bénéficiaires s'en réjouissent



Mathieu Ciowela, Représentant Résident du PNUD au Burundi : « Ce don est d'une valeur de 2 909 665,97 USD, soit 5 960 305 256 Fbu ».

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) à travers le Fonds Mondial de Lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme a procédé, mardi le 14 février 2023, à la remise d'un don composé d'équipements médical, informatique et roulant au ministère ayant la santé dans ses attributions.

Selon Mathieu Ciowela, Représentant Résident du PNUD au Burundi, ce don est d'une valeur de 2 909 665,97 USD, soit 5 960 305 256 Fbu. Il a fait remarquer que ces équipements viennent pour contribuer à l'amélioration de la qualité de la prise en charge des patients et à l'accès aux services de santé de qualité.

Le matériel informatique est composé de 120 ordinateurs de bureau, de 105 lecteurs d'empreinte digitale, de 38 ordinateurs portables, de 12 vidéoprojecteurs, de 13 imprimante-photocopieuses et de 4 kits de matériel de visioconférence. Tout cela sera distribué à 13 organisations de la société civile qui collaborent avec le ministère de la santé.

Le lot de matériel roulant est composé de 119 motos et est destiné à l'encadrement des agents de santé communautaire souvent en première ligne pour assurer la surveillance, la prévention et le traitement des maladies au sein de la communauté.

L'autre lot est composé de matériel médical. Il s'agit de 3 756 lits et matelas, de 1 239 700 blouses à usage unique, de 124 laryngoscopes, de 32 concentrateurs d'oxygène, de 32 bonbonnes d'oxygène, de 365 oxymétries de pouls. Et ce kit est destiné au ministère de la Santé Publique et sera distribué au centre d'opérations d'urgence de santé publique (COUSP) et aux hôpitaux.

Mathieu Ciowela indique que ces équipements viennent s'ajouter à

d'autres déjà fournis sous le même projet dont 21 appareils Genexpert déjà opérationnels sur le terrain pour le dépistage de la Covid-19, la tuberculose et le VIH/ Sida et les intrants de dépistage de la Covid-19.

Cet appui n'est pas le seul accordé au gouvernement par le PNUD Burundi

Ces équipements viennent aussi pour compléter les meilleurs résultats déjà enregistrés par les interventions de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme au cours de l'année 2022. Ce sont entre autres 6 585 590 moustiquaires imprégnées d'insecticides qui ont été distribués à 2 244 267 ménages et 884 255 moustiquaires imprégnées d'insecticides distribués aux femmes enceintes et aux enfants de moins de 5ans.

Plus de 8 millions de cas ont été traités avec des antipaludéens. 258 355 ménages ont été protégés contre le paludisme à travers la pulvérisation intradomiciliaire.

75 603 personnes vivant avec le VIH/ Sida ont bénéficié de traitements antirétroviraux. Parmi ces derniers, il y a 2707 enfants de moins de 15 ans.

5478 femmes allaitantes ont reçu de traitements antirétroviraux.



Dr Sylvie Nzeyimana, ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida : «Je me réjouis de la contribution du Fonds Mondial de Lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme dans la lutte contre les pandémies».

du Burundi dans le cadre du financement «Mécanisme de riposte à la Covid-19».

Et ce dernier est d'un montant de plus de 30 millions USD pour la période allant de septembre 2021 à

sanitaires bénéficiaires vont améliorer la qualité de la prise en charge des malades.

Elle leur demande de bien les entretenir pour l'intérêt des malades. Elle remercie tous les



Remise par le PNUD Burundi d'un don composé d'équipements médical, informatique et roulant au ministère ayant la santé dans ses attributions.

3900 cas de tuberculose ont reçu des traitements antituberculeux.

Des équipements pour bâtir un système de santé résilient

Selon toujours le Représentant Résident du PNUD au Burundi, ces activités contribuent à bâtir un système de santé résilient tout en renforçant la préparation du pays à faire face aux différentes pandémies. Elles visent également à accompagner efficacement le gouvernement du Burundi vers la couverture universelle de santé.

Il a précisé qu'avec ces équipements, le PNUD Burundi apporte sa contribution à l'atteinte des ODD 3, bonne santé et 17, partenariat.

Blanca Gil Antunano qui a représenté le Fonds Mondial de Lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme à cette cérémonie fait remarquer que ce don est un appui du Fonds Mondial de Lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme au gouvernement

décembre 2023 dont l'objectif est de réduire l'impact de la Covid-19 sur la mise en œuvre des activités de lutte contre le VIH, la Tuberculose et le Paludisme.

« Notre objectif de combattre avec énergie le Sida, la Tuberculose et le Paludisme », confie-t-elle. Elle a demandé aux bénéficiaires de bien gérer ces équipements, car le Fonds Mondial attache beaucoup d'importance à leur utilisation. Elle remercie beaucoup les hôpitaux et les organisations de la société civile pour les efforts déployés dans la lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme.

Le ministère de la Santé ravi

Dr Sylvie Nzeyimana, ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida se réjouit de la contribution du Fonds Mondial de Lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme dans la lutte contre les pandémies.

Avec ces équipements, elle a souligné que les structures

partenaires œuvrant dans la promotion de la santé en général et le Fonds Mondial de lutte contre le Sida, le Paludisme et la Tuberculose en particulier pour leur implication dans la lutte contre ces trois pathologies.

Les OSCs s'en réjouissent

Jeanne Gapiya qui représente l'ANSS abonde dans le même sens. Selon elle, ces équipements vont contribuer à l'amélioration de la qualité des services rendus aux patients. Elle demande aux partenaires techniques et financiers de continuer à appuyer les OSCs qui œuvrent dans la promotion de la santé.

Notons que les organisations de la société civile bénéficiaires de ces équipements sont entre autres la Croix Rouge du Burundi, Nouvelle Espérance, RNJ+, BUNERELA, CAPES+, CBF, RPB+, BAPUD, SWAA-BURUNDI, BAWA, services YM, ANSS et CCDP+.



Blanca Gil Antunano qui a représenté le Fonds Mondial de Lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme à cette cérémonie : «Ce don est un appui du Fonds Mondial de Lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme au gouvernement du Burundi dans le cadre du financement «Mécanisme de riposte à la Covid-19»».

Le bananier génère 70% des recettes communales

La contribution du bananier à l'économie nationale est remarquable. Elle est considérée comme une banque et génère des recettes communales estimées à plus de 70%. Elle représente 14% du PIB du pays, 38% du PIB agricole et 45% de la valeur ajoutée de la production vivrière.

La contribution de la culture du bananier à l'économie nationale est très importante, indique Dr Célestin Niyongere, chercheur à l'ISABU. Selon lui, le bananier est la seule culture qui peut être considérée comme une banque. «Tu peux récolter la banane de janvier à décembre», confie-t-il. Les autres cultures sont saisonnières.

Dans ce sens, cette culture génère beaucoup de revenus à l'Etat et aux producteurs. Selon toujours Dr Niyongere, la banane garantit une certaine stabilité à l'économie familiale et contribue au développement local. Elle est la culture vivrière du Burundi la plus commercialisée sur différents marchés locaux et nationaux.

Selon l'étude faite sur l'analyse de la chaîne de valeur banane 2019, la chaîne de valeur banane contribue fortement à la croissance économique du Burundi puisqu'elle représente 14% du PIB du pays, 38% du PIB agricole et 45% de la valeur ajoutée de la production vivrière.

Le bananier génère plus de 70% des recettes fiscales communales

Par contre, cette étude indique que la banane contribue seulement à 3% des recettes publiques. Elle est cependant indispensable à la fiscalité décentralisée, car les taxes



La contribution de la culture du bananier à l'économie nationale est très importante malgré les défis.

prélevées le long de la chaîne de valeur banane sont estimées à environ 70% des recettes fiscales des communes.

La même étude fait remarquer que la valeur ajoutée de la chaîne de valeur banane est de 725 milliards BIF. Par sous chaîne de valeur, la banane à bière y contribue à hauteur de 69% sans aucune surprise, suivie par la banane dessert (19%) tandis que les

parts de la banane à cuire et de la banane FHIA sont respectivement de 10% et 2%.

Suivant les externalités positives qu'elle occasionne sur la sécurité alimentaire et le maintien de la fertilité des sols, ladite étude indique que la valeur économique de la filière banane se voit portée à 795,7 milliards BIF.

Elle précise aussi que malgré la faiblesse des importations d'intrants, la chaîne de valeur banane n'atténue pas beaucoup le déficit commercial structurel du pays. En effet, sa contribution à la balance commerciale est négligeable vu les très faibles volumes de banane exportés (essentiellement en Tanzanie).

De plus, cette étude fait remarquer

que le bananier est la culture dominante des systèmes d'exploitation dans toutes les zones du pays à l'exception des hautes terres du Mugamba où les sols sont plus acides et le climat trop frais.

Elle ajoute aussi que la superficie occupée par la banane est estimée entre 200.000 et 300.000 ha et couvre entre 20 et 30% de la totalité des terres agricoles du pays.

1 800 000 tonnes de production de bananes entre 2017 et 2018

De surcroît, on laisse entendre que la production nationale de bananes était estimée autour de 1 800 000 tonnes pour la campagne 2017-2018. Cette production de bananes concerne plus de 1,3 million de ménages agricoles.

La zone Nord-est (40-50% de la production nationale), la zone périurbaine de Bujumbura (20-25%) et la zone Ouest (provinces de Cibitoke, Bubanza et Kayanza) (15%) représentent l'essentiel de la production nationale.

Le chercheur Niyongere demande alors à l'Etat d'investir beaucoup dans cette culture, car son importance est sans limite. On peut même l'exporter comme on le faisait autrefois pour bénéficier des devises. On exportait les petites bananes (Ubumaramasenge) en Belgique dans les marchés de niche de Bruxelles.

Et de conclure qu'il y a moyen d'abonder dans le même sens. En Ouganda, on a beaucoup investi dans ce domaine. Et c'est le président Yoweri Kagame Museveni qui a pris le lead. Actuellement, l'Ouganda exporte la banane au Canada et aux USA.

Jean Marie Vianney Niyongabo

SOCIETE

Il faut une vérité où tout le monde se retrouve

La question de la recherche de la vérité est complexe en soi. Cette complexité est accrue si on considère par exemple les expériences des autres pays comme l'Afrique du Sud du fait aussi qu'il existe plusieurs aspects de la vérité : la vérité factuelle, la vérité subjective, la vérité narrative, judiciaire ou encore sociale.

La vérité plurielle suppose que les victimes prises individuellement et les différents groupes sociaux touchés par le conflit arrivent à l'acceptation que d'autres catégories ont également souffert, explique Rickie Nelly Ndagano, chercheuse en justice transitionnelle.

Pour les institutions et les commissions qui aident à la recherche de la vérité, il faut qu'ils soient suffisamment ouverts pour accepter l'intégration des vues diverses, de récits et narrations divers de différentes catégories de victimes majoritaire pour arriver à une vérité inclusive et sociale dans laquelle se retrouverait le plus grand nombre d'individus touchés par les conflits qu'a traversés le Burundi et ainsi arriver à la construction d'une paix durable.

Cette chercheuse explique que cela suppose qu'il y ait un dialogue



En l'absence de vérité, les nouvelles générations parlent de ceux que leurs familles ont vécu avec la charge émotionnelle avec laquelle elles l'ont reçue.

entre différents catégories de victimes, y compris au niveau des communautés à la base afin de donner une chance aux différents récits de voir le jour et d'interagir.

Au Burundi, nous n'en sommes pas encore là. Nous sommes dans un processus de recherche de la vérité, confirme-t-elle.

Le refus de l'histoire de l'autre n'est pas délibéré

Je ne crois pas que les groupes refusent délibérément l'existence d'autres récits. Cela est le résultat de l'ignorance, du manque d'information et du manque de cadre de discussion entre les victimes issues de différentes catégories socio-culturelles.

Il faut garder à l'esprit qu'aujourd'hui ce sont les jeunes générations qui parlent des conflits passés. Et, en l'absence de vérité, ces nouvelles générations parlent des conflits que leurs familles ont vécu avec la charge émotionnelle avec laquelle elles l'ont reçue.

« Je n'ignore pas non plus qu'il puisse exister des intérêts partisans ou politiques qui pourront interférer avec l'acceptation des récits multiples », ajoute-t-elle.

Dona Fabiola Ruzagiriza

“Choisir HOPE DESIGN
c'est opter pour le meilleur”

Hope Design

Imprimerie



Nos services

- Imprimerie
- Fabrication des cachets
- Agence de communication



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.

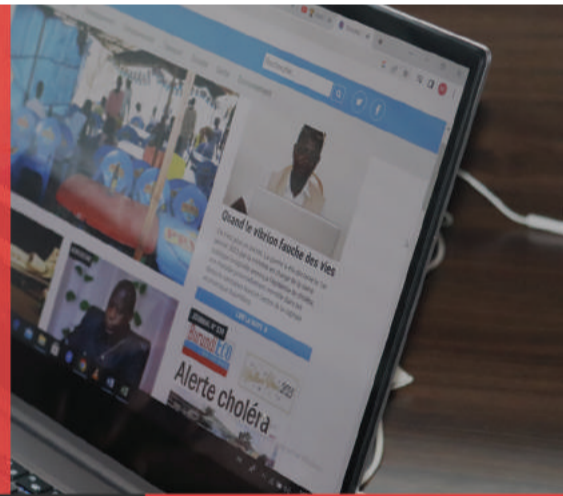
f Imprimerie.hopedesign.3 @hopedesignimprimerie S hopedesign1

(+257)22 27 59 44 (+257) 61 103 103 / 79 101 111 hopedesign@hopedesign.bi

www.hopedesign.bi Siège: Chaussée d'Uvira, à 400 mètres de l'EX-BINUB



AVIS A NOS CHERS LECTEURS



La direction du journal porte à la connaissance du public en général et de ses lecteurs en particulier qu'il a déménagé vers son nouveau siège social situé sur la chaussée d'Uvira dans l'immeuble abritant les bureaux de l'Imprimerie Hope Design. Ce déménagement faisant partie intégrante des réformes visant à restructurer les formats de publication pour cette année 2023.

En plus du bulletin trimestriel « Dossier Pédagogique », le journal diversifie ses canaux de diffusion en renforçant sa présence sur les réseaux sociaux. A l'ère du numérique, la désinformation et les rumeurs inondent les réseaux sociaux. Pour ce faire, le journal Burundi Eco veut exploiter ses plateformes numériques (site web, Facebook, Twitter) pour informer sur l'actualité socio-économique.

Dans cette optique, le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24. Rejoignez dès maintenant des milliers d'internautes du village planétaire qui nous suivent à travers le monde. Ainsi, vous recevrez des flashes d'informations et une revue de la presse directement sur votre téléphone portable. Tout lecteur qui souhaiterait rejoindre le club de plus de 17 000 lecteurs qui reçoivent chaque semaine le journal peut soumettre d'ores et déjà une manifestation d'intérêt à l'adresse mail : info@burundi-eco.com.

Le Journal Burundi Eco vous propose un numéro chaque semaine en version électronique téléchargeable gratuitement sur le site web du journal www.burundi-eco.com. Les réformes envisagées impliquent également l'extension de son service commercial vers les domaines de la communication publicitaire, événementielle et marketing pour ses clients.

POUR PLUS DE DETAILS

Benjamin KURIYO, Directeur de publication
Tél : 65 80 00 09 / 79 787 548
Email : direction@burundi-eco.com

Mélance BUREGEYA, Directeur Général,
Tél : 76 109 109
Email : bmelance@hopedesign.bi

SUIVEZ-NOUS SUR :

- @BurundiEco
- @Journal BurundiEco
- +257 65 800 009

Burundi Eco, une voix pour le développement social et économique.



NOUS RENDONS VOTRE ENTREPRISE ENCORE PLUS MEILLEURE

A PROPOS

Burundi Eco vous propose un numéro chaque semaine en version électronique téléchargeable gratuitement sur le site web www.burundi-eco.com. Les réformes envisagées impliquent également l'extension de son service commercial vers les domaines de la communication publicitaire, événementielle et marketing pour ses clients.

POURQUOI NOUS CHOISIR ?

- On vous offre une visibilité accrue et l'accès à des publics différents.
- On vous offre une vitrine extraordinaire pour améliorer globalement l'image de votre marque.
- Améliorer la fidélité envers votre marque.
- On vous aide à recueillir rapidement les avis et les commentaires sur vos produits et services.



MEDIA

- Conception du contenu pour site Web.
- Gestion et alimentation des réseaux sociaux pour nos clients.
- Publiportage et marketing par e-mail.
- Programmes d'avis clients.
- Dossier de presse et magazines pour nos clients.
- Agence de presse et photos.



EVENT

- Event Design & production.
- Event Management.
- Concept development.
- Shopping Mall Decoration.
- Audio & lighting.
- MC & performance service.



MARKETING

- Campagne publicitaire pour nos clients
- Road show
- Stratégies commerciales adaptées



+257 65 800 014
+257 65 800 009

info@burundi-eco.com
www.burundi-eco.com

Chaussée d'Uvira,
Immeuble Hope Design



+257 65 800 014
+257 65 800 009

info@burundi-eco.com
www.burundi-eco.com

Chaussée d'Uvira,
Immeuble Hope Design